En ce jour anniversaire de la révolution d’Octobre, qui permit de renverser le Gouvernement provisoire et de faire triompher le pouvoir des soviets où les bolcheviks venaient de conquérir la majorité, nous republions un texte écrit par Daniel Bensaïd à l’occasion d’une intervention à Lausanne pour le 80e anniversaire de la Révolution russe.

Un retour critique sur la Révolution russe, à l’occasion et sous prétexte du 80e anniversaire d’Octobre, soulève quantité de questions, d’ordre tant historique que programmatique. L’enjeu est de taille. Il en va ni plus ni moins de l’intelligibilité du siècle qui s’achève, de notre capacité à sauver le passé de l’oubli pour préserver un avenir ouvert à l’agir révolutionnaire.

Or, avant même d’entrer dans la masse des nouveaux documents accessibles du fait de l’ouverture des archives soviétiques (qui permettront sans aucun doute de nouveaux éclairages et un renouvellement des controverses), la discussion vient buter sur le prêt-à-penser de l’idéologie dominante, dont le récent hommage nécrologique consensuel à François Furet illustre bien l’emprise. En ces temps de contre-réforme et de réaction, rien d’étonnant à ce que les noms de Lénine et de Trotski deviennent aussi imprononçables que le furent ceux de Robespierre ou de Saint-Just sous la Restauration.

Pour commencer à déblayer le terrain, il convient donc de reprendre trois idées assez largement reçues aujourd’hui :

1. En fait de révolution, Octobre serait plutôt le nom emblématique d’un complot ou d’un coup d’État minoritaire imposant d’emblée, par en haut, sa conception autoritaire de l’organisation sociale au bénéfice d’une nouvelle élite.

2. Tout le développement de la Révolution russe et de ses mésaventures totalitaires serait inscrit en germe, par une sorte de péché originel, dans l’idée (ou la « passion » selon Furet) révolutionnaire : l’histoire se réduirait alors à la généalogie et à l’accomplissement de cette idée perverse, au mépris des grandes convulsions réelles, des événements colossaux et de l’issue incertaine de toute lutte.

3. Enfin, la Révolution russe aurait été condamnée à la monstruosité pour être née d’un accouchement « prématuré » de l’histoire, d’une tentative d’en forcer le cours et le rythme, alors que les « conditions objectives » d’un dépassement du capitalisme n’étaient pas réunies : au lieu d’avoir la sagesse « d’autolimiter » leur projet, les dirigeants bolcheviques auraient été les agents actifs de ce contretemps.

I. Révolution ou coup d’État ?

La Révolution russe n’est pas le résultat d’une conspiration mais l’explosion, dans le contexte de la guerre, des contradictions accumulées par le conservatisme autocratique du régime tsariste. La Russie, au début du siècle, est une société bloquée, un cas exemplaire de « développement inégal et combiné », un pays à la fois dominant et dépendant, alliant les traits féodaux d’une campagne où le servage est officiellement aboli depuis moins d’un demi-siècle et les traits du capitalisme industriel urbain le plus concentré. Grande puissance, elle est subordonnée technologiquement et financièrement (l’emprunt). Le cahier de doléances présenté par le pope Gapone lors de la révolution de 1905 est un

véritable registre de la misère qui règne au pays des tsars. Les tentatives de réformes sont vite bloquées par le conservatisme de l'oligarchie, l'entêtement du despote et l'inconsistance d'une bourgeoisie déjà talonnée par le mouvement ouvrier naissant. Les tâches de la révolution démocratique reviennent ainsi à une sorte de tiers état dans lequel, à la différence de la Révolution française, le prolétariat moderne, bien que minoritaire, constitue déjà l'aile marchante dynamique.

C'est en tout cela que la « sainte Russie » peut représenter « le maillon faible » de la chaîne impérialiste. L'épreuve de la guerre met le feu à cette poudrière.

Le développement du processus révolutionnaire, entre février et octobre 1917, illustre bien qu'il ne s'agît pas d'une conspiration minoritaire d'agitateurs professionnels, mais de l'assimilation accélérée d'une expérience politique à échelle de masse, d'une métamorphose des consciences, d'un déplacement constant des rapports de forces. Dans sa magistrale *Histoire de la Révolution russe*, Trotski analyse minutieusement cette radicalisation, d'élection syndicale en élection syndicale, d'élection municipale en élection municipale, chez les ouvriers, les soldats et les paysans. Alors que les bolcheviques ne représentaient que 13 % des délégués au congrès des soviets de juin, les choses changent rapidement après les journées de Juillet et la tentative de putsch de Kornilov : ils représentent entre 45 % et 60 % en octobre. Loin d'être un coup de main réussi par surprise, l'insurrection représente donc l'aboutissement et le dénouement provisoire d'une épreuve de force qui a mûri tout au long de l'année, au cours de laquelle l'état d'esprit des masses plébéiennes s'est toujours trouvé à gauche des partis et de leurs états-majors, non seulement ceux des socialistes-révolutionnaires, mais ceux même du Parti bolchevique ou d'une partie de sa direction (jusques et y compris sur la décision de l'insurrection).

C'est d'ailleurs ce qui explique que l'insurrection d'Octobre, comparativement aux violences que nous avons connues depuis, ait été dérisoirement peu violente et peu coûteuse en vies humaines, pour peu que l'on prenne soin de distinguer les victimes d'Octobre proprement dit (de part et d'autre) et celles de la guerre civile à partir de 1918, soutenue par les puissances étrangères, dont la France et la Grande-Bretagne au premier rang.

Si l'on entend par révolution un élan de transformation venu d'en bas, des aspirations profondes du peuple, et non point l'accomplissement de quelque plan mirifique imaginé par une élite éclairée, nul doute que la Révolution russe en fut une, au plein sens du terme. Il suffit de compulser les mesures législatives prises dans les premiers mois et la première année par le nouveau régime pour comprendre qu'ils signifient un bouleversement radical des rapports de propriété et de pouvoir, parfois plus vite que prévu et voulu, parfois au-delà même du souhaitable, sous la pression des circonstances. De nombreux livres témoignent de cette cassure dans l'ordre du monde (*cf. Dix jours qui ébranlèrent le monde*, de John Reed, réédition Seuil 1996) et de son retentissement international immédiat (*cf. La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, collectif, EDI 1967).

Marc Ferro souligne (notamment dans *La Révolution de 1917*, Albin Michel, 1997 ; et *Naissance et effondrement du régime communiste en Russie*, Livre de poche, 1997) qu'il n'y eut sur le moment pas grand monde pour regretter le régime du tsar et pour en pleurer le dernier despote. Il insiste au contraire sur le renversement du monde si caractéristique d'une authentique révolution, jusque dans les détails de la vie quotidienne : à Odessa, les étudiants dictent aux professeurs un nouveau programme d'histoire ; à Petrograd, des travailleurs obligent leurs patrons à apprendre « le nouveau droit ouvrier » ; à l'armée, des soldats invitent l'aumônier à leur réunion pour « donner un sens nouveau à sa vie ; dans

certaines écoles, les petits revendiquent le droit à l'apprentissage de la boxe pour se faire entendre et respecter des grands… »

Cet élan révolutionnaire initial se fait encore sentir tout au long des années vingt, malgré les pénuries et l'arriération culturelle, dans les tentatives pionnières sur le front de la transformation du mode de vie : réformes scolaires et pédagogiques, législation familiale, utopies urbaines, invention graphique et cinématographique. C'est encore lui qui permet d'expliquer les contradictions et les ambiguïtés de la grande transformation opérée dans la douleur pendant l'entre-deux-guerres, où se mêlent encore la terreur et la répression bureaucratique et l'énergie de l'espérance révolutionnaire. Jamais aucun pays au monde n'aura connu une métamorphose aussi brutale, sous le knout d'une bureaucratie pharaonique : entre 1926 et 1939, les villes vont grossir de 30 millions d'habitants et leur part dans la population globale passer de 18 % à 33 % ; pendant le seul premier plan quinquennal, leur taux de croissance est de 44 %, soit pratiquement autant qu'entre 1897 et 1926 ; la force du travail salarié fait plus que doubler (elle passe de 10 à 22 millions) ; ce qui signifie la « ruralisation » massive des villes, un effort énorme d'alphabétisation et d'éducation, l'imposition à marche forcée d'une discipline du travail. Cette grande transformation s'accompagne d'une renaissance du nationalisme, d'un essor du carriérisme, de l'apparition d'un nouveau conformisme bureaucratique. Dans ce grand remue-ménage, ironise Moshe Lewin, la société était en un certain sens « sans classes » car toutes les classes étaient informes, en fusion (Moshe Lewin, *La Formation de l'Union soviétique*, Gallimard 1985).

II. Volonté de puissance ou contre-révolution bureaucratique

Le sort de la première révolution socialiste, le triomphe du stalinisme, les crimes de la bureaucratie totalitaire constituent sans aucun doute l'un des faits majeurs du siècle. Les clefs de son interprétation en ont d'autant plus d'importance. Pour certains, le principe du mal résiderait dans un mauvais fond de la nature humaine, une irrépressible volonté de puissance qui peut se manifester sous différents masques, y compris celui de la prétention à faire le bonheur des peuples malgré eux, de leur imposer les schémas préconçus d'une cité parfaite. Il nous importe au contraire de saisir dans l'organisation sociale, dans les forces qui s'y constituent et s'y opposent, les racines et les ressorts profonds de ce qu'on a parfois appelé « le phénomène stalinien ».

Le stalinisme, dans des circonstances historiques concrètes, renvoie à une tendance plus générale à la bureaucratisation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes. Elle est nourrie fondamentalement par l'essor de la division sociale du travail (entre travail manuel et intellectuel notamment), et par « les dangers professionnels du pouvoir » qui lui sont inhérents. En Union soviétique, cette dynamique a été d'autant plus forte et rapide que la bureaucratisation s'est produite sur un fond de destruction, de pénurie, d'archaïsme culturel, en l'absence de traditions démocratiques. Dès l'origine, la base sociale de la révolution était à la fois large et étroite. Large dans la mesure où elle reposait sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans qui constituaient l'écrasante majorité sociale. Étroite dans la mesure où sa composante ouvrière, minoritaire, fut vite laminée par les dégâts de la guerre et les pertes de la guerre civile. Les soldats, dont les soviets jouèrent en 1917 un rôle essentiel, étaient pour l'essentiel des paysans mus par l'idée de la paix et du retour au foyer.

Dans ces conditions, le phénomène de la pyramide renversée fut très tôt évident. Ce n'est plus la base qui portait et poussait le sommet, mais la volonté du sommet qui s'efforçait d'entraîner la base. D'où la mécanique de la substitution : le parti se substitue au peuple, la bureaucratie au parti, l'homme providentiel à l'ensemble. Mais cette construction ne s'impose que par la formation d'une nouvelle bureaucratie, fruit de l'héritage, de l'ancien régime et de la promotion sociale accélérée de nouveaux dirigeants. Symboliquement, dans les effectifs du parti après le recrutement massif de la « promotion Lénine », les quelques milliers de militants de la révolution d'Octobre ne pèsent plus lourd par rapport aux centaines de milliers de nouveaux bolcheviques, parmi lesquels les carriéristes venus au secours de la victoire et les éléments recyclés de la vieille administration.

Le Testament de Lénine (voir Moshe Lewin, *Le Dernier combat de Lénine*, Minuit 1979) témoigne, à son agonie, de cette conscience pathétique du problème. Alors que la révolution est affaire de peuples et de multitudes, Lénine mourant en est, pour imaginer les lendemains, à soupeser les vices et les vertus d'une poignée de dirigeants dont presque tout paraît désormais dépendre.

Si les facteurs sociaux et les circonstances historiques jouent un rôle déterminant dans la montée en puissance de la bureaucratie stalinienne, cela ne signifie pas que les idées et les théories n'aient aucune responsabilité dans son avènement. Il ne fait en particulier aucun doute que la confusion entretenue, dès la prise du pouvoir, entre l'État, le parti et la classe ouvrière, au nom du dépérissement rapide de l'État et de la disparition des contradictions au sein du peuple, favorise considérablement l'étatisation de la société et non pas la socialisation des fonctions étatiques. L'apprentissage de la démocratie est une affaire longue, difficile, qui ne va pas au même rythme que les décrets de réforme économique. Il prend du temps, de l'énergie. La solution de facilité consiste alors à subordonner les organes de pouvoir populaire, conseils et soviets, à un tuteur éclairé : le parti. Pratiquement, elle consiste aussi à remplacer le principe de l'élection et du contrôle des responsables par leur nomination à l'initiative du parti, dès 1918 dans certains cas. Cette logique aboutit enfin à la suppression du pluralisme politique et des libertés d'opinion nécessaires à la vie démocratique, ainsi qu'à la subordination systématique du droit à la force.

L'engrenage est d'autant plus implacable que la bureaucratisation ne procède pas seulement ou principalement d'une manipulation d'en haut. Elle répond aussi parfois à une sorte de demande d'en bas, à un besoin d'ordre et de tranquillité né des lassitudes de la guerre et de la guerre civile, des privations et de l'usure, que les controverses démocratiques, l'agitation politique, la demande constante de responsabilité dérangent. Marc Ferro a fort pertinemment souligné dans ses livres cette terrible dialectique.

Il rappelle ainsi qu'existaient bel et bien « deux foyers – démocratique-autoritaire à la base, centraliste-autoritaire au sommet » –, au début de la révolution, alors « qu'il n'y en a plus qu'un en 1939 ». Mais, pour lui, la question est pratiquement réglée au bout de quelques mois, dès 1918 ou 1919, avec le dépérissement ou la mise au pas des comités de quartier et d'usine (voir Marc Ferro, *Les Soviets en Russie*, collection Archives). Suivant une approche analogue, le philosophe Philippe Lacoue-Labarthe est encore plus explicite en déclarant le bolchevisme « contre-révolutionnaire à partir de 1920-1921 » (soit dès avant Cronstadt, *cf*. revue *Lignes* n° 31, mai 1997).

L'affaire est de toute première importance. Il n'est pas question d'opposer point par point, de manière manichéenne, une légende du « léninisme sous Lénine » au léninisme sous Staline, les années vingt lumineuses aux sombres années trente, comme si rien n'avait

encore commencé à pourrir au pays des soviets. Bien sûr la bureaucratisation est presque immédiatement à l'œuvre, bien sûr l'activité policière de la Tcheka a sa logique propre, bien sûr le bagne politique des îles Solovki est ouvert après la fin de la guerre civile et avant la mort de Lénine, bien sûr la pluralité des partis est supprimée de fait, la liberté d'expression limitée, les droits démocratiques dans le parti même sont restreints dès le Xe congrès de 1921. Le processus de ce que nous appelons la contre-révolution bureaucratique n'est pas un événement simple, datable, symétrique de l'insurrection d'Octobre. Il ne s'est pas fait en un jour. Il est passé par des choix, des affrontements, des événements. Les acteurs eux-mêmes n'ont cessé de débattre sur sa périodisation, non par goût de la précision historique, mais pour tenter d'en déduire des tâches politiques. Des témoins comme Rosmer, Eastman, Souvarine, Istrati, Benjamin, Zamiatine et Boulgakov (dans ses lettres à Staline), la poésie de Maiakovski, les tourments de Mandelstam ou de Tsvétaïeva, les carnets de Babel, etc., peuvent contribuer à éclairer les multiples facettes du phénomène, son développement, sa progression.

Il n'en demeure pas moins un contraste, une discontinuité irréductible, dans la politique intérieure comme dans la politique internationale, entre le début des années vingt et les terribles années trente. Nous ne contestons pas que les tendances autoritaires aient commencé à prendre le dessus bien avant, qu'obsédés par l'« ennemi principal » (bien réel au demeurant) de l'agression impérialiste et de la restauration capitaliste, les dirigeants bolcheviques aient commencé par ignorer ou sous-estimer « l'ennemi secondaire », la bureaucratie qui les minait de l'intérieur et finit par les dévorer. Ce scénario était inédit à l'époque, difficile à imaginer. Il fallut du temps pour le comprendre et l'interpréter, pour en tirer les conséquences. Ainsi, si Lénine a sans doute mieux compris le signal d'alarme qu'a signifié la crise de Cronstadt, au point d'impulser une profonde réorientation politique, ce n'est que bien plus tard, dans *La Révolution trahie*, que Trotski parviendra à fonder en principe le pluralisme politique sur l'hétérogénéité du prolétariat lui-même, y compris après la prise du pouvoir.

La plupart des grands témoignages et des études sur l'Union soviétique ou sur le Parti bolchevique lui-même (voir *Moscou sous Lénine* de Rosmer, *Le Léninisme sous Lénine* de Marcel Liebman, *L'Histoire du parti bolchevique* de Pierre Broué, le *Staline* de Souvarine et celui de Trotski, les travaux de E.H. Carr, de Tony Cliff, de Moshe Lewin, de David Rousset) ne permettent pas d'ignorer, dans l'étroite dialectique de la rupture et de la continuité, le grand tournant des années trente. La rupture l'emporte de loin, attestée par des millions et des millions de morts de faim, de déportés, de victimes des procès et des purges. S'il a fallu le déchaînement d'une telle violence pour parvenir au « congrès des vainqueurs » de 1934 et à la consolidation du pouvoir bureaucratique, c'est que l'héritage révolutionnaire devait être tenace et qu'il ne fut pas facile d'en venir à bout.

C'est ce que nous appelons une contre-révolution, autrement massive, autrement visible, autrement déchirante que les mesures autoritaires, si inquiétantes soient-elles, prises dans le feu de la guerre civile. Cette contre-révolution fait également sentir ses effets dans tous les domaines, tant celui de la politique économique (collectivisation forcée et développement à grande échelle du goulag), de la politique internationale (en Chine, en Allemagne, en Espagne), de la politique culturelle même ou de la vie quotidienne, avec ce que Trotski a appelé le « thermidor au foyer ».

III. Révolution « prématurée »

Depuis la chute de l'Union soviétique, une thèse a repris vigueur parmi les défenseurs du marxisme, notamment dans les pays anglo-saxons (*cf*. les travaux de Gerry Cohen) : celle selon laquelle la révolution aurait été d'emblée une aventure condamnée parce que prématurée. En réalité, cette thèse trouve son origine très tôt, dans le discours des mencheviques russes eux-mêmes et dans les analyses de Kautsky, dès 1921 : bien du sang, des larmes et des ruines, écrit-il alors, auraient été épargnés « si les bolcheviques avaient possédé le sens menchevique de l'autolimitation à ce qui est accessible, en quoi se révèle le maître » (*Von der Demokratie zur Statssktaverei*, 1921, cité par Radek dans *Les Voies de la révolution russe*, EDI p. 41).

La formule est étonnamment révélatrice. Voici quelqu'un qui polémique contre l'idée d'un parti d'avant-garde, mais imagine en échange un parti-maître, éducateur et pédagogue, capable de régler à sa guise la marche et le rythme de l'histoire. Comme si les luttes et les révolutions n'avaient pas aussi leur logique propre. À vouloir les autolimiter lorsqu'elles se présentent, on a tôt fait de passer du côté de l'ordre établi. Il ne s'agit plus alors « d'autolimiter » les objectifs du parti, mais de limiter tout court les aspirations des masses. En ce sens, les Ebert et les Noske, en assassinant Rosa Luxemburg et en écrasant les soviets de Bavière se sont illustrés comme des virtuoses de « l'autolimitation ».

En vérité, le raisonnement conduit inéluctablement à l'idée d'une histoire bien ordonnée, réglée, comme une horloge, où tout vient à son heure, juste à temps. Il retombe dans les platitudes d'un strict déterminisme historique si souvent reproché aux marxistes où l'état de l'infrastructure détermine étroitement la superstructure correspondante. Il élimine tout simplement le fait que l'histoire n'a pas la force d'un destin, est trouée d'événements qui ouvrent un éventail de possibilités, pas toutes certes, mais bien un horizon déterminé de possibilités. Ses propres acteurs ont pensé la Révolution russe non comme une aventure solitaire, mais comme le premier élément d'une révolution européenne et mondiale. Les échecs de la révolution allemande ou de la guerre civile espagnole, les développements de la révolution chinoise, la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne n'étaient pas écrits d'avance.

Parler en ce cas de révolution prématurée revient à énoncer un jugement de tribunal historique au lieu de se placer du point de vue de la logique interne du conflit et des politiques qui s'y affrontent. De ce point de vue, les défaites ne sont pas des preuves d'erreur ou de tort, pas plus que les victoires ne sont preuve de vérité. Car il n'y a pas de jugement dernier. Ce qui importe, c'est qu'ait été tracée pas à pas, à l'occasion de chaque grand choix, de chaque grande bifurcation (la Nep, la collectivisation forcée, le pacte germano-soviétique, la guerre civile espagnole, la victoire du nazisme) la piste d'une autre histoire possible. C'est ce qui préserve l'intelligibilité du passé et permet d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Il y aurait bien d'autres aspects à discuter à l'occasion de cet anniversaire. Nous nous sommes contentés de « trois questions d'Octobre » aujourd'hui cruciales dans le débat. Mais le chapitre des « leçons d'Octobre » d'un point de vue stratégique (crise révolutionnaire, dualité de pouvoir, rapports entre partis, masses et institutions, questions de l'économie de transition), de leur actualité et de leurs limites, est évidemment tout aussi décisif. Il importerait aussi, contre la diabolisation qui tend à imputer à la révolution toutes les misères du siècle, de préciser que l'Union soviétique est certainement le pays qui, en une trentaine d'années, a connu le plus de morts violentes concentrées sur un territoire

limité, mais qu’on ne peut pas imputer pêle-mêle à la révolution – parmi ces dizaines de millions de morts (les historiens en discutent aujourd’hui le chiffre) – ceux de la Première Guerre mondiale, de l’intervention étrangère, de la guerre civile, ou de la Seconde Guerre mondiale. De même qu’il était, lors du bicentenaire de la Révolution française, impossible d’imputer à la Révolution les souffrances causées par l’intervention des monarchies ou celles des guerres napoléoniennes.

Peut-être, en ces temps de restauration, convient-il, pour terminer, de rappeler ces célèbres superbes lignes de Kant, écrites en 1795, en pleine réaction thermidorienne :
« […] un tel phénomène dans l’histoire de l’humanité ne s’oublie plus, parce qu’il a révélé dans la nature humaine une disposition, une faculté de progresser telle qu’aucune politique n’aurait pu, à force de subtilité, la dégager du cours antérieur des événements : seules la nature et la liberté, réunies dans l’espèce humaine suivant les principes internes du droit, étaient en mesure de l’annoncer, encore que, quant au temps, d’une manière indéterminée et comme événement contingent. Mais, même si le but visé par cet événement n’était pas encore aujourd’hui atteint, quand bien même la révolution ou la réforme de la constitution d’un peuple aurait finalement échoué, ou bien si, passé un laps de temps, tout retombait dans l’ornière précédente (comme le prédisent maintenant certains politiques), cette prophétie philosophique n’en perd pourtant rien de sa force. Car cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l’humanité, et d’une influence trop vaste sur toutes les parties du monde, pour ne pas devoir être remis en mémoire aux peuples, à l’occasion de circonstances favorables, et rappelé lors de la reprise de nouvelles tentatives de ce genre **[1]**. »

Rien ne peut faire que ce qui, en dix jours, a ébranlé le monde, soit à jamais effacé.

12 octobre 1997. Intervention de Daniel Bensaïd. Source : Groupe Regards critiques, université de Lausanne

Voir : http://danielbensaid.org/